

Accord de coopération  
entre  
le Gouvernement de la Flandre  
et  
le Gouvernement  
de Roumanie

*J*

ACCORD DE COOPÉRATION  
ENTRE  
LE GOUVERNEMENT DE LA FLANDRE  
ET LE GOUVERNEMENT  
DE ROUMANIE

LE GOUVERNEMENT DE LA FLANDRE

et

LE GOUVERNEMENT DE ROUMANIE

ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Désireuses de renforcer leur attachement aux liens d'amitié et aux valeurs communes de liberté, démocratie, justice et solidarité;

Considérant que les changements historiques survenus offrent la possibilité d'établir en Europe une paix juste et durable en s'inspirant de la Charte des Nations Unies, des principes énoncés dans l'Acte final d'Helsinki et dans la Charte de Paris pour une nouvelle Europe et de la mise en oeuvre de ces principes;

Ont décidé de consolider la coopération existante;

Souhaitent élargir la coopération à des domaines nouveaux tels que définis par le présent accord de coopération et qui relèvent de leurs compétences spécifiques, afin de contribuer au resserrement des liens d'amitié entre la Flandre et la Roumanie;

et conviennent de ce qui suit:

## ARTICLE 1:

Les Parties contractantes intensifieront la coopération réciproque, notamment dans les domaines suivants: économie, science, technologie, culture, enseignement, politique sociale, logement, environnement et aménagement du territoire, infrastructure, transports, agriculture et agro-industries, formation professionnelle et emploi, tourisme, sports, télécommunications et politique des médias.

À cette fin, elles stimuleront la coopération entre les institutions et les entreprises opérant dans les domaines précités.

Les deux Parties favoriseront les échanges d'expérience en matière de connaissances techniques, technologiques et administratives.

## ARTICLE 2:

Les deux Parties s'engagent à intensifier leurs relations économiques réciproques.

Elles encourageront en premier lieu la coopération au niveau:

- du développement de structures économiques,
- de l'élaboration de programmes de management pour les chefs d'entreprises,
- de l'attraction d'investissements et de la création de joint ventures,
- des transferts de technologie et d'expertise,
- de la promotion des contacts commerciaux et de la coopération entre les entreprises et les institutions,
- programmes sectoriels,
- développement du commerce bilatéral.

À cet effet, elles stimuleront entre autres l'échange de chefs d'entreprises et d'experts spécialisés dans les domaines du développement de structures pour les petites et moyennes entreprises et des programmes de management pour les chefs d'entreprises des petites et moyennes entreprises.

## ARTICLE 3:

Les deux Parties stimuleront la coopération et les échanges entre les organismes publics et privés dans les domaines de la recherche scientifique fondamentale et appliquée et du développement de technologies.

Elles redéfiniront régulièrement les secteurs prioritaires dans le domaine du développement scientifique et technologique.



#### **ARTICLE 4:**

Les deux Parties favoriseront la coopération et les échanges dans les domaines culturel et socio-culturel. Elles appuieront les activités prioritaires contribuant au développement culturel et au rayonnement de leurs langues et cultures respectives dans l'autre pays. En outre, elles soutiendront les échanges artistiques et contribueront à la protection du patrimoine culturel commun.

Elles stimuleront également les échanges dans le secteur audio-visuel.

Les Parties soutiendront et favoriseront la coopération dans les domaines du tourisme et des sports. À cet effet elles encourageront les échanges de spécialistes et échangeront des expériences et des informations concernant leur politique respective.

#### **ARTICLE 5:**

Les deux Parties stimuleront la coopération et les échanges dans le domaine de l'enseignement, de la formation et de la formation professionnelle.

#### **ARTICLE 6:**

Les Parties coopéreront dans les domaines du travail et de l'emploi, plus particulièrement en ce qui concerne la formation professionnelle, les relations professionnelles et la concertation sociale.

Les deux Parties favoriseront les échanges de représentants des organisations des employeurs et des travailleurs et de spécialistes en matière sociale.

#### **ARTICLE 7:**

Les Parties collaboreront dans le domaine social, spécialement en matière des politiques de santé et d'aide sociale.

Elles se concentreront en la matière sur les soins de santé, l'éducation à la santé, la politique de santé préventive, la politique familiale, le bien-être social, la protection de la jeunesse, l'intégration sociale des handicapés et la politique relative aux personnes âgées.

#### ARTICLE 8:

Les Parties stimuleront la coopération et les échanges dans les domaines de l'environnement, du développement rural, de l'aménagement du territoire, du logement, de l'infrastructure, des communications et de la télécommunication. Elles favoriseront les échanges d'informations scientifiques, techniques et statistiques, et le transfert technologique, particulièrement en ce qui concerne la protection et l'assainissement de l'environnement.

#### ARTICLE 9:

Dans les domaines qui font l'objet du présent accord, les deux Parties s'efforceront d'aboutir à une coopération au sein des organisations internationales. À cet effet, elles pourront se communiquer leurs points de vue respectifs et, de façon générale, se concerter.

Les deux Parties coopéreront dans le cadre de programmes des organisations internationales dans les domaines qui relèvent de leurs compétences spécifiques, exprimant leurs liens particuliers d'amitié et de partenariat.

#### ARTICLE 10:

En vue de l'application du présent accord de coopération, les deux Parties créent une Commission mixte. Cette commission se réunit au moins une fois tous les deux ans, alternativement à Bruxelles et à Bucarest.

La Commission mixte peut charger des groupes de travail d'organiser des réunions afin de stimuler l'exécution des programmes de travail.

#### ARTICLE 11:

La Commission mixte est constituée des membres désignés par les Parties.

La Commission mixte a pour mission:

- de juger des progrès de la coopération et d'en apprécier les résultats;
- d'adapter régulièrement les priorités et de définir l'orientation des activités;
- d'étudier et d'approuver les programmes et projets prévus pour la période suivante;
- de veiller aux fonds destinés au financement des programmes découlant du présent accord de coopération;
- d'étudier tous les problèmes relatifs à l'application, la mise en oeuvre et l'interprétation du présent accord de coopération.

## ARTICLE 12:

L'accord entre en vigueur à la date de réception des dernières notes avec lesquelles les Parties confirment réciproquement que les procédures internes, nécessaires pour l'entrée en vigueur du présent accord ont été achevées.

Le présent accord est conclu pour une période de cinq (5) ans. Il est renouvelé tacitement pour des périodes successives de deux (2) ans. Chacune des deux Parties peut dénoncer le présent accord par une signification écrite faite à l'autre Partie au plus tard six (6) mois avant la fin d'une période.

En cas de dénonciation, les deux Parties prendront les dispositions nécessaires pour assurer l'achèvement de tous les projets lancés conjointement en vertu du présent accord.

Fait à Bucarest, le 12 juin 1997, en deux originaux, chacun en langue néerlandaise, en langue roumaine et en langue française, les trois textes faisant également foi. En cas de litige le texte français servira de texte de référence.

Pour le Gouvernement de la Flandre,



Pour le Gouvernement de Roumanie,

